

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 3 JUIN 1921.

BUDGET GÉNÉRAL DES RECETTES ET DES DÉPENSES POUR L'EXERCICE 1921 ⁽¹⁾.

Tableau XIV. — Finances.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION DU BUDGET ⁽²⁾, PAR M. WAUWERMANS.

Considérations générales.

Le Budget du Département des Finances pour l'exercice 1921 prévoit des crédits à concurrence de 129,996,500 francs en dépenses ordinaires et exceptionnelles contre 62,539,075 francs prévus au budget pour 1920, et 30 millions 846,300 francs pour 1919. Mais il faut signaler que les chiffres des Budgets de 1919 et 1920 se trouveront singulièrement modifiés lorsqu'il sera procédé aux règlements définitifs de ces exercices.

Déjà, d'après des éléments qui nous ont été fournis, les dépenses *réelles* de l'exercice 1919 s'élèveront à fr. 123,398,821,58, se décomposant en

a) Dépenses ordinaires normales.	fr.	39,171,077 78	
Id.	de guerre.	303,920 »	
Id.	arriérées.	27,183,266 08	
			66,658,263 86

(1) Budget, n° 101.

Rapport général, n° 261.

(2) Composition de la *Commission du Budget* :

a) Les membres de la **Commission permanente des Finances, des Budgets et des Économies** : MM. Mechelynck, président, Bologne, Carlier, David, De Bruyne, Donnay, Hallet, Houtart, Ozeray, Pussemier, Sap, Serruys, Soudan, Straus, Van Limburg Stirum et Wauwermans ;

b) *Six membres nommés par les Sections* : MM. du Bus de Warnaffe, Hainaut, Buyl, Pepin, de Liedekerke et De Bue.

b) Dépenses exceptionnelles normales .	125 »	
Id. de guerre .	31,043,752,25	
Id. arriérées .	3,723,949,70	
		34,767,826,95
c) Dépenses de nature extraordinaire normales	8,706,730,77	
Dépenses de nature extraordinaire de guerre	12,916,000 »	
Dépenses de nature extraordinaire arriérées	350,000 »	
		21,972,730,77

En ce qui regarde l'exercice 1920, les dépenses probables se chiffreront par 110,572,304.30 dont :

Dépenses ordinaires normales	fr. 88,568,175 »
Dépenses exceptionnelles	27,129 30
Dépenses de nature extraordinaire :	
Normales	8,127,000 »
De guerre	13,850,000 »

Le Budget pour 1921 dépasse sans doute, dans les crédits demandés, les chiffres des exercices antérieurs, mais l'on peut envisager, que mieux étudié il ne laissera plus place aux excédents de dépenses sur les prévisions.

Ces augmentations considérables ont pour cause, en majeure part, l'augmentation du personnel. Celle-ci est nécessitée et par la réorganisation de notre régime fiscal et l'établissement des nouveaux impôts, et par le relèvement des barèmes des traitements en principal et accessoires.

Le tableau XIV fournit toutes les indications relatives au relèvement des traitements.

Si ces dépenses sont en forte progression elles doivent cependant être appréciées en fonction des recettes dont le Département doit assurer la charge de recouvrement : On doit constater que le pourcentage des frais de recettes est à cet égard loin d'avoir subi une progression anormale.

Il est à observer aussi que les dépenses d'administration du Département des Finances, si elles sont judicieusement opérées, ont pour résultat d'être productives et il importe de tirer les conséquences de ce fait.

Le personnel d'administration doit, sous peine de compromettre gravement les intérêts du Trésor, être soigneusement recruté et faire preuve de qualités exceptionnelles.

Il est impossible d'improviser en quelques mois, même en quelques années, le cadre d'élite des fonctionnaires chargés d'organiser, établir, percevoir les impôts. Ces fonctions réclament des aptitudes spéciales qui ne s'acquièrent que par l'exercice et l'expérience et qui ne peuvent être confiées qu'à des candidats de choix : il est souvent difficile de les attirer dans les cadres de l'administration et il importe de les conserver.

Lorsqu'on considère la multiplicité des lois votées au cours des quelques derniers mois — et dont certaines ne brillent pas par la clarté — le nombre considérable des circulaires et des instructions que le personnel doit s'assimiler les besoins multiples qui viennent sans cesse s'ajouter à la tâche ancienne des fonctionnaires et agents du Département, on est parfois effrayé des qualités que l'on doit exiger de bons percepteurs d'impôts.

Ces considérations expliquent que la Commission n'ait formulé aucune observation quant à l'augmentation du nombre des fonctionnaires et au relèvement de leurs traitements : toutefois elle estime que l'on doit surtout rechercher les qualités professionnelles de préférence au nombre des fonctionnaires.

La Commission est d'avis aussi que le travail de réorganisation doit être complété et poursuivi de façon à consacrer les mêmes droits et les mêmes avantages à tous les fonctionnaires dans les divers services de l'Administration.

A cet égard, l'attention de la Commission a été attirée sur l'organisation des bureaux de l'Enregistrement : si les renseignements recueillis par certains membres sont exacts, le recrutement du personnel y paraît particulièrement compromis en raison de l'absence de rétribution par l'État des employés dès leur entrée au bureau.

Celle-ci incombe au comptable et son budget ne peut, malgré les augmentations prévues, permettre de rémunérer le personnel dans des proportions susceptibles d'attirer des capacités. Il serait regrettable d'opérer de ce côté de fâcheuses économies : on a signalé qu'une intervention de l'État dans la rétribution des commis de l'Enregistrement, entraînant pour celui-ci une intervention de 780,000 francs, serait de nature à empêcher des « fuites » dues à la fraude et pouvant être évaluées à environ 7,750,000 francs par an. Si l'augmentation du personnel par la création de « fonctionnaires producteurs » pouvait amener un tel résultat, il ne faudrait pas reculer devant les apparences d'une augmentation de charges, capable de fournir par un travail sérieux une augmentation de recette.

D'autre part ce ne serait que justice que les fonctionnaires de ce service puissent bénéficier d'un congé gratuit annuel, et n'être plus tenus d'assurer leur remplacement à leurs frais en cas de maladie.

La Commission a eu également son attention attirée sur les réformes qui pourraient être apportées au fonctionnement du cadastre. Cette administration doit journellement fournir à l'enregistrement comme aux contributions les éléments indispensables pour la perception des impôts et des taxes. Mais son rôle va bien au-delà, et l'on peut dire que son côté fiscal disparaît souvent devant son utilité juridique et économique. Aussi conviendrait-il de rechercher s'il n'y a pas lieu de l'ériger en une administration spéciale et autonome et si elle ne rendrait pas ainsi davantage de services aux deux administrations que sépare sur bien des points souvent une cloison : les contributions et l'enregistrement.

Les économies ne consistent pas nécessairement dans la réduction du montant des sommes dépensées mais dans la bonne utilisation de celles-ci de façon à les rendre productrices.

Elles résultent encore de la stricte détermination de celles-ci.

A cet égard la Commission n'a pu s'empêcher d'observer que le libellé de divers postes du Budget ne présente pas toute la précision suffisante pour éviter certains abus :

Les crédits pour « allocations spéciales », « études, missions », « promotions et augmentations éventuelles », « suppléments pour services spéciaux, à titre de récompense exceptionnelle », « pour suppléer éventuellement à l'insuffisance des indemnités prévues », « dépenses imprévues non libellées au Budget », laissent place à l'arbitraire qui pourrait s'exercer, et ne répondent pas à l'obligation de précision qu'exige le dressement d'un Budget, qui doit lier le Département crédité vis-à-vis du Parlement.

Pour le surplus la Commission renouvelle ici les considérations générales consignées dans le rapport de l'honorable M. Pussemier, relatif au Budget du Ministère de l'intérieur (*Doc. parl.* n° 272, pp. 4-5).

CHAPITRE PREMIER.

Administration centrale.

ART. 2.

Le budget porte une somme de 6,500,000 francs pour le personnel de l'Administration centrale;

En 1919 le crédit alloué fut de 2,000,000 de francs et les dépenses « normales » s'élevèrent à 2,300,000 francs. Les dépenses arriérées figurent en outre pour 2,700,000 francs.

Le projet de budget pour 1920 prévoyait 3,850,000 francs.

Il fut alloué des crédits à concurrence de 5,000,000 de francs.

Les motifs fournis en 1920 et 1921 sont identiques :

Augmentation due :

1° Au relèvement des barèmes des traitements et à l'octroi d'indemnités et de résidence;

2° A l'extension des cadres, principalement pour faire face aux travaux que nécessitent l'accroissement de la dette et la réorganisation fiscale.

Le nombre des fonctionnaires qui était pour 1920 de 420 se trouve porté pour 1921 à 436; ce poste des traitements est majoré ainsi, tant à raison de l'extension des cadres que du relèvement, de 3,071,600 à 4,283,730 francs.

Le budget de 1920 comprenait les dépenses du cabinet du Premier Ministre 71,380 francs et celles du cabinet du Ministre des Finances 125,800 francs.

Ces chiffres figurent pour 1921 par 75,610 et 113,950 francs.

Le budget du Ministre des Finances continue donc à supporter la rémunération de ceux de ses fonctionnaires attachés au cabinet du Premier Ministre, et les indemnités allouées au Secrétaire du Conseil des Ministres, au Chef du Cabinet et

au Conseiller de Gouvernement près le Premier Ministre, — dépenses qui en stricte comptabilité ne devraient pas incomber à ce Département.

Les dépenses figurant sous cette rubrique ont amené la Commission à demander :

1° Si les fonctions de Secrétaire du Conseil des Ministres entraînant allocation d'une indemnité de 3,000 francs entraînaient un surcroît de travail et devaient être remplies en dehors des prestations ordinaires.

La réponse a été « que ces fonctions remplies par le secrétaire général du Ministère de la Justice avaient bien ce caractère et que le surcroît était tel que l'indemnité est pleinement justifiée ».

2° Le motif de l'augmentation de 2 à 4 du nombre des sténo-dactylographes. Il a été répondu que ce nombre est actuellement de 3.

c) La Commission ayant constaté la majoration de 125,800 francs à 200,000 francs du poste de dépenses variées groupées sous la rubrique de l'article 2 f en a réclamé le détail.

Il se divise comme suit :

Travaux extraordinaires pour le service du Budget . . .	fr.	2,000	»
Salaires des personnes payées à la journée		22,250	»
Indemnités pour frais de maladie, de funérailles		50,000	»
Commissions d'examens		25,000	»
Etudes, missions		25,000	»
Bureau de traductions		5,000	»
Conseillers du Gouvernement (y compris l'indemnité du Secrétaire du Collège des Conseillers).		27,000	»
Commissariat du Gouvernement près des bourses de change et de fonds publics.		3,000	»
Commissariat du Gouvernement près de la Société du crédit à l'industrie		3,000	»
Commissions de réformes d'habitations à bon marché		1,500	»
Indemnité liquidation de la Société coopérative d'avances		2,000	»
Administration de la dotation royale		25,750	»
Musée des monnaies		1,500	»
Conseil du contentieux		7,000	»
TOTAL . . . FR.		200,000	»

Votre Commission vous signale, que les autres littéras de cet article, entraînant pour grande part sa majoration, sont constitués par les dépenses suivantes :

g) indemnités de résidence (250,000 francs en 1919) figurent pour 1921 par 300,000 francs; h) les indemnités des employés temporaires (260,000 francs en 1919) par 500,000 francs; i) les nominations, promotions et augmentations éventuelles (71,220 francs en 1920) par 100,000 francs et que deux postes

indemnité familiale et indemnité de vie chère sont inscrits pour respectivement j) 180,000 francs et k) 736,710 francs.

Comme conclusion des observations qui précèdent, votre Commission vous propose :

1° Art. 2 d. — La réduction de 19,500 à 15,000 francs du crédit sténo-dactylographe.

Si elle n'a pas estimé devoir proposer la suppression de l'indemnité dont bénéficie, outre ses émoluments, le secrétaire des conseillers de Gouvernement près le Ministère, c'est pour la raison que le collège tout entier est rappelé à disparaître à bref délai.

Quant aux indemnités aux commissaires du Gouvernement près les Bourses de Commerce et du Crédit et l'Industrie, il paraît que ces indemnités devraient être récupérées sur ces organismes.

2° La suppression au libellé de l'article 2 d, c et k des postes indemnités de vie chère charge temporaire respectivement 7,500, 11,400 et 736,710 francs et le transfert de ces sommes à l'extraordinaire, sous réserve de réduction de 25 %.

ART. 3.

Le poste « indemnités pour travaux extraordinaires » apparaît pour la première fois dans le budget de 1920. Antérieurement, il était compris dans le libellé de l'article 2.

Ce poste était de 150,000 francs en 1920. Il est représenté par 250,000 francs.

La Commission ne croit pas que le motif invoqué « crédit mis en rapport avec les dépenses prévues en 1921 » soit suffisant pour en justifier la majoration.

ART. 4.

Les explications fournies pour justifier la majoration de 300,000 francs indiquent que la place de ce poste se trouve aux dépenses exceptionnelles. Il s'agit d'acquitter les honoraires des avocats chargés de défendre les intérêts de l'État dans les procès contre les traîtres et les pourvoyeurs de l'ennemi : dépense justifiée mais qui ne rentre pas davantage dans le cadre des dépenses normales que la recette qu'elle procurera et qui sera appliquée au fonds de reconnaissance pour les combattants.

ART. 6.

La Commission estime qu'il y aurait lieu de ne point confondre dans un même article, séparé seulement par des littéras, les dépenses concernant les approvisionnements en papier; les fournitures et frais de bureau; l'éclairage, le chauffage et l'entretien des locaux, le mobilier, des prestations et des matières.

Les dépenses pour papier à timbrer et autres passent de 1,100,000 francs

à 2,9000,000 francs — et ceux pour impressions, etc., de 500,000 francs à 900,000 francs : on laisse à prévoir que le poste de « autres papiers de toute espèce et impressions », majoré déjà à concurrence du double sera insuffisant à raison des quantités d'imprimés à fournir par l'Administration centrale en suite de l'application des lois d'impôts.

La Commission croit cependant qu'il pourrait, être réalisé de sérieuses économies sur ces postes, la baisse des matières premières étant d'ailleurs de nature à modifier les prévisions premières.

Le littéra *g* a fourni matière à une demande de compte détaillé relatif à l'exercice 1920.

Les Dépenses de 1920 ont été faites pour les locaux ci-dessous :

Rue Henri Beyaert, 5; rue Ducale, 89; rue de la Loi, 9; rue de la Loi, 18; rue de la Loi, 12 (Hôtel du Ministre); rue de Louvain, 42; rue de la Pépinière, 40; rue Bréderode, 40; rue Berlaimont.

Meubles fr. 35,000 »

(exclusivement pour les bureaux).

Meubles payés aux Affaires Économiques (Commission des Réparations) (exclusivement pour les bureaux). 17,000 »

Peinture et vitrerie 11,000 »

Serrurerie, téléphones, horlogerie, quincaillerie, plomberie, etc. 27,500 »

Vaisselle et cristallerie, coutellerie 3,700 » ⁽¹⁾

Tapis : achat et réparation des tapis ensuite de l'occupatin . . 15,600 » ⁽¹⁾

Lingerie : Achat et entretien. 7,600 » ⁽¹⁾

Articles de nettoyage 8,500 » ⁽¹⁾

Jardinage et plantes 1,300 » ⁽¹⁾

Automobile : essence et réparations 28,000 » ⁽²⁾

TOTAL . . fr. 155,200 »

En 1919.	{	Crédit : 250,000 francs.	En 1920.	{	Crédit : 350,000 francs.
		Dépenses : 188,000 id.			Dépenses : 155,000 id.

* *

En 1920, on devait prévoir pour les nouveaux locaux, des meubles, etc., pour l'hôtel de M. le Ministre la remise en état des salons et du Cabinet de M. le Ministre. — En réalité aucune dépense de meubles n'a été faite pour l'hôtel, ni pour le Cabinet du Ministre.

Pour l'hôtel, on s'est borné, au début de 1920, à réparer un salon.

Pour les nouveaux locaux, on n'a acheté que des tables, sans autres meubles.

(1) Ces dépenses ont été nécessaires pour remplacer les objets enlevés pendant l'occupation.

(2) Le salaire de chauffeur (5,400 francs) figure à l'article 2.

Dans les bureaux, aucune dépense, non indispensable, n'a été faite, malgré les nombreuses récriminations des fonctionnaires supérieurs.

On s'en tient dans ce Département à la plus stricte économie.

La réponse transmise à la Commission ajoute que « la même allocation de 350,000 francs a été demandée pour 1921, en prévision des travaux d'appropriation et d'ameublement dans l'hôtel, dans le cabinet du Ministre et dans les bureaux ».

Toutefois la note réponse reconnaît qu'on peut affirmer, dès à présent, que les dépenses en 1921 ne seront pas supérieures à celles de 1920, bien que ces crédits soient destinés au mobilier et à l'entretien de locaux très importants.

Elle évalue que l'automobile du Ministre entraînera une dépense de 20,000 francs comprenant les frais d'entretien et le salaire du chauffeur.

La Commission constate qu'il est donc possible d'opérer sur ce littéra une réduction de dépense de 200,000 francs.

Il y aurait même lieu de rechercher si partie de ces dépenses ne doivent pas être portée en dépenses exceptionnelles (dépenses de réfection).

La Commission propose de former des litt. *a*, *b*, *c* et *d* l'article 6, dont le montant serait arrêté à 3,800,000 francs.

Le surplus de l'article (470,000 francs) formerait un article 6^{bis} dont le montant serait réduit à 270,000 francs.

CHAPITRE II.

Administration de la Trésorerie et de la dette publique dans les provinces.

ART. 10 et 11.

La Commission propose le transfert des postes de 49,000 francs et 80,000 francs, indemnité de vie chère, en dépenses extraordinaires.

La Commission a interrogé s'il n'y aurait pas possibilité de réduire le poste : « Traitements des agents du Trésor; traitements d'attente des agents en disponibilité : 470,000 francs », en chargeant la Banque Nationale de tout ou partie de ces services et en utilisant mieux et davantage les chèques postaux ?

La réponse fournie conclut à l'impossibilité de cette réforme :

« Les fonctions d'agent du Trésor et le rôle de la Banque Nationale agissant comme Caissier de l'État, sont d'ordres tout différents. »

Celle-ci, comme l'indique sa fonction spéciale, a pour mission d'encaisser les fonds versés dans la Caisse de l'État, et d'effectuer le paiement des sommes assignées sur cette caisse. On ne pourrait lui endosser la responsabilité de vérifier les acquits à donner par les bénéficiaires de titres de créances, les pouvoirs à fournir par les porteurs de procuration et les administrateurs de sociétés, la qualité des ayants droit des personnes décédées; les paiements se faisant pour le compte de l'État, ou pour le compte des provinces par son entremise, c'est à lui qu'il

incombe de veiller à ce que les valeurs présentées à l'encaissement soient valablement acquittées. D'autre part, il ne peut évidemment s'abstenir de contrôler les recettes faites par lui et pour les provinces, dont il est le comptable, et de valider les récépissés délivrés par le caissier à la partie versante.

Il n'en est pas autrement dans toute banque, où le service de caisse et celui de contrôle sont absolument distincts.

Mais on ne doit pas perdre de vue que la Banque Nationale fait gratuitement le service de Caissier de l'État, et qu'elle intervient dans les frais de la Trésorerie en province jusqu'à la concurrence d'une somme annuelle de 230,000 francs (art. 4 de la loi du 20 mai 1872, et art. 2, 5^e alinéa, de la loi du 26 mars 1900)

Quant au paiement des dépenses de l'État à l'intervention du service des chèques et virements postaux, mode autorisé par la loi du 17 mai 1900, un arrêté qui sera prochainement soumis à la signature royale en règlera l'application. Il en résultera une certaine réduction des travaux matériels incombant actuellement aux agents du Trésor, absolument surchargés. »

Il paraît indispensable de développer l'usage des chèques postaux et il y aurait lieu de rechercher si l'on ne pourrait dispenser de l'obligation du versement d'ouverture les comptes ouverts d'office par les administrations publiques.

CHAPITRE III.

ARTICLES 12, 14, 16, 19, 20, 23.

Ces articles soulèvent les mêmes observations relatives à l'inscription du crédit relatif à l'indemnité de vie chère :

ART. 12 f.		fr.	20,000	»
Id. 13 l.			1,000,000	»
Id. 14 q.			3,500,000	»
Id. 16			18,000	»
Id. 19 f.			20,000	»
Id. 20 c'			1,000,000	»
Id. 21			4,640	»
Id. 23			18,000	»

ARTICLES 15 et 16.

Les postes ont fourni matière à critiques, à raison du vague de leurs libellés. Ces crédits apparaissent, pour la première fois, avec une telle importance. D'autre part — étant données les circonstances qui obligent à renforcer sans cesse le nombre des fonctionnaires — il ne semble pas difficile d'éviter les mises en disponibilité.

La Commission propose de réduire, à concurrence de moitié, les deux postes.

ARTICLES 17 et 18.

La Commission a recherché si l'augmentation des articles 17 et 18^c

Frais de bureau de 70,000 à 700,000 francs,

Frais de tournée de 200,000 à 850,000 id.

était justifiée. Elle a tenu à avoir l'assurance que ces crédits ne peuvent fournir un moyen d'accorder des suppléments de traitements déguisés ou des avantages, alors qu'ils doivent être exclusivement affectés aux remboursements de frais.

Elle a reçu les explications ci-après :

« La majoration proposée n'a pas seulement pour but de répondre à l'augmentation générale du prix de toutes choses qui s'est fait sentir très vivement dans le courant de l'année 1920.

» Ensuite de la réorganisation de l'administration, qui fait l'objet de l'arrêté royal du 4 mai 1920, des principes nouveaux ont été adoptés pour couvrir les frais de gestion.

» Les frais de bureau des contrôleurs et receveurs étaient antérieurement supportés par ces derniers qui touchaient une compensation dans les indemnités du chef de l'assiette ou de la perception des impôts et des taxes provinciales. Sous le régime nouveau, l'État a pris ces dépenses à sa charge, mais parallèlement il réalise une recette importante, car il encaisse le produit des indemnités susvisées.

» Des raisons similaires ont motivé la majoration des frais de tournées dont le bénéfice a été accordé aux agents des divers grades astreints à des déplacements, en vertu du principe adopté que le traitement doit constituer une rémunération nette et que, dès lors, il convient de rembourser toutes les dépenses faites à l'occasion du service. L'augmentation est due en partie au relèvement des tarifs des chemins de fer et à l'élévation des frais de séjour résultant de la cherté de la vie.

» Quant au crédit inscrit sous le littéra c de l'article 18, il répond également aux changements introduits par l'arrêté royal précité; les receveurs jouissent actuellement d'un traitement fixe, la rémunération de leurs collaborateurs tombe à charge du Trésor. »

Les frais de tournée sont prévus pour 850,000 francs. La Commission estime qu'ils doivent se limiter uniquement à des remboursements et qu'on pourrait obtenir des économies sur ce poste. Elle propose de réduire de 250,000 francs.

ART. 18.

La Commission a exprimé le désir de voir diviser en deux postes l'article 18 « indemnités de toute nature non prévues. Indemnités des agents temporaires ». Elle a fait connaître qu'il ne convient pas d'inscrire des indemnités *non prévues*.

La réponse fournie fut que :

« L'établissement des impôts sur les revenus fait surgir constamment des besoins nouveaux que l'expérience seule permet de constater, tout étant à créer dans ce domaine. Il ne serait pas possible d'y répondre si l'on ne disposait pas du fonds la prévision indiqué au litt. *k* de l'article 18 qui n'est d'ailleurs pas divisible ».

La Commission pense, qu'à défaut d'éléments certains d'appréciation, le poste « Indemnités non prévues » pourrait être réduit de 50 %.

ART. 22.

La Commission a préconisé la division de l'article 22 dont le libellé atteint un million, estimant qu'il n'a pas lieu de créer « un fonds pour suppléer éventuellement à l'insuffisance des indemnités prévues ».

Ici encore il a été opposé que « quant à l'article 22, la diversité, l'imprévu et le caractère souvent exceptionnel des prestations ne permettent évidemment pas d'arriver à une estimation rigoureuse des frais s'y rapportant respectivement. La division des sommes proposées n'est guère possible dans ces conditions.

La mention « pour suppléer éventuellement à l'insuffisance des indemnités prévues » a été introduite afin de permettre dans certains cas exceptionnels de détachements, d'intérim, etc., de défrayer dans une mesure équivalente à celle de leurs frais réels, les agents qui ne trouveraient pas, dans les allocations déterminées par les règlements organiques une compensation suffisante. Les cas d'application ne seront pas nombreux, on insiste pour que la dite mention soit maintenue. »

ART. 24.

La Commission a désiré voir justifier le poste 24*b* et sa majoration de 270,000 à 600,000 francs.

Les explications fournis à propos de l'article 17 ont été invoqués comme applicables en ce qui concerne la demande de renseignements se rapportant à l'article 24, litt. *b*.

ART. 27.

Elle a réclamé des explications et précisions au sujet de l'article 27, *a-b* et le détail du litt. *d*. « Ports de lettres, contributions passage d'eau. »

Les voici :

Litt. *a*. L'outillage des bureaux de douane et des services d'accise exige un matériel considérable dont l'entretien et le renouvellement sont à charge du Trésor : pinces pour wagons, pour distilleries, etc., flans et ficelles de plombage, cire à cacheter, balances, bascules et poids, appareils de précision, jauges,

alambics, brocs, sondes, étiquettes et imprimés spéciaux. En raison de l'étendue de la frontière, des gares d'importation, des ports et des entrepôts, ainsi que du trafic intense des marchandises en transit, ce matériel est fort abondant et son utilisation de nuit et de jour en toute saison, en rend la détérioration très rapide. Les divers instruments utilisés, de même que les plombs et les ficelles, ont subi une forte augmentation de prix.

Litt. b. — L'installation des divers services exige l'emploi de nombreux locaux dont l'État doit supporter le charge en qualité de locataire. C'est le cas de plusieurs directions et offices centraux des contributions, et des bureaux et postes de douane à la frontière et dans les ports. L'entretien, l'ameublement, le chauffage et l'éclairage de ces bureaux sont également à charge du Trésor. En outre, les receveurs et autres fonctionnaires qui sont astreints à tenir leur bureau et à recevoir le public dans leur habitation, jouissent d'une indemnité de loyer en compensation des dépenses qui leur sont occasionnées de ce chef.

Litt. d. — Les stipulations des baux relatifs aux immeubles pris en location par l'État mettant en général les contributions et taxes à charge de ce dernier, il faut prévoir un crédit pour ces dépenses. En outre, les taxes d'affranchissement des correspondances avec l'étranger sont payées par les fonctionnaires intéressés qui en obtiennent le remboursement. Enfin, les frais de passage d'eau et autres dépenses analogues occasionnées en raison du service doivent être également prévus.

CHAPITRE IV.

Administration de l'enregistrement et des domaines dans les provinces.

ARTICLES 28, 30 et 31.

La Commission propose la suppression à ces articles des littéras « indemnité de vie chère » :

Art. 28		fr. 420,000	»
Id. 30		88,800	»
Id. 31		360,000	»

ART. 39.

Cet article vise les « dépenses imprévues non libellées au Budget — secours à accorder exceptionnellement à des personnes n'ayant pas droit à une pension, autres que celles prévues à l'article 38. »

Le libellé de l'article 38 est rédigé dans des termes si larges qu'on n'aperçoit guère les cas qui seraient réservés. Dès lors la nécessité n'apparaît pas de porter

de 3,000 francs à 20,000 francs ce poste. Le seul motif invoqué est l'affirmation que la « somme est nécessaire pour faire face aux besoins présumés de 1921. »

Il ne paraît pas suffisant.

* * *

La Commission avait signalé qu'aucune communication n'a encore été faite à la Chambre au sujet de la destination à donner aux biens dépendant de la succession Royale et de la Fondation de Niederfullbach.

Elle a été informée que : la Commission chargée de l'examen de cette question est sur le point de terminer son travail. Le Gouvernement en sera prochainement saisi et il pourra sans doute d'ici peu soumettre des propositions à la Chambre.

Le portefeuille de l'ancienne Fondation Niederfullbach est déposé à la Banque Nationale. C'est l'Administration de la Trésorerie qui en assure provisoirement la gestion.

On sait qu'aux termes de l'article I^{er} de l'arrangement conclu le 28 janvier 1911 entre l'Etat belge et les administrateurs de la Fondation, il a été convenu que l'Etat serait mis en possession des titres et valeurs de cette institution dès la mainlevée des oppositions dont ils étaient frappés. (Cons. document de la Chambre du 1^{er} mars 1911, n° 85.) Cette mainlevée a été obtenue en 1913, et la remise du portefeuille à l'Etat a eu lieu immédiatement après. Il restait à régler les droits des Princesses royales dans les valeurs de ce portefeuille dont l'origine était demeurée douteuse et qui avaient été considérées comme faisant partie de la succession privée du feu Roi. L'Etat a racheté ces droits aux princesses par les Conventions de 1914.

Après la cessation des hostilités des pourparlers ont été engagés avec le Département des Colonies en vue de déterminer l'attribution du portefeuille. Les négociations sont encore en cours, mais on peut espérer qu'elles ne tarderont pas d'aboutir.

Le compte de la gestion provisoirement assurée par la Trésorerie avec le Service des dépôts à découvert fonctionnant à la Banque Nationale sera produit à l'appui du projet à soumettre à la Législature. Les opérations se bornent d'ailleurs, à peu de chose près, à l'encaissement des intérêts et des dividendes et des obligations remboursables, et au paiement de quelques charges dérivant du transfert à l'Etat belge des valeurs de l'ancienne Fondation.

La Commission a estimé qu'il convient de former un tableau séparé du Budget relatif aux territoires d'Eupen-Malmedy, à raison du projet de loi qui vous est soumis, et qui rattache ce Budget au Ministère de l'Intérieur. Elle n'a pas cru nécessaire d'ajourner jusqu'au moment où elle recevrait certains renseignements réclamés le dépôt du présent rapport et vous soumettra un rapport complémentaire relatif à cet objet.

Le Rapporteur,
P. WAUWERMANS.

Le Président,
A. MECHELYNCK.

TABLEAU XIV

FINANCES

Amendements proposés par la Commission du Budget.

Articles des tableaux.	LIBELLÉ.	Crédit demandé.	Crédit proposé.	AMENDEMENTS.
2	Traitements des fonctionnaires, employés et gens de service. Commission d'examen, etc. .	6,500,000	5,739,890	Diminution de . . . , fr. 4,500 (Sténo-dactylographe.) Diminution de 755,610 (Indemnité de vie chère, litt. d, e, k). par transfert au Budget extraordinaire. 760,110
3	Indemnités pour travaux extra- ordinaires	250,000	150,000	Diminution de 100,000
4b	Frais de procédure	500,000	300,000	Id. 200,000 (A transférer aux dépenses exceptionnelles.)
6 a, b, c, d	Papiers, etc.	3,800,000	"	a) Papier à timbre 1,500,000 b) Papier électoral " c) Autres papiers de toute espèce 1,400,000 d) Fournitures de bureau, impressions et registres; frais de transport de ma- tériel, ports de lettres; télégrammes; commu- nications téléphoniques et autres menus frais . 900,000 (Ventilation de l'article.)
6bis e, f, g	Id.	470,000	270,000	Diminution de 200,000
10	Traitements des agents du Trésor	470,000	421,000	Diminution de 49,000 (Indemnité de vie chère).
11	Indemnités, etc.	380,000	300,000	Id. 80,000
12	Contributions directes. Surveil- lance générale	203,900	183,900	Id. 20,000
13	Traitements. Cadastre	6,119,600	5,119,600	Id. 1,000,000
14	Contributions directes. Traite- ments	23,064,800	19,564,800	Id. 3,500,000

Articles des tableaux.	LIBELLÉ.	Crédit demandé.	Crédit proposé.	AMENDEMENTS.
15	Suppléments de traitements ex- traordinaires	500,000	250,000	Diminution de 250,000
16	Traitements de disponibilité . .	150,000	66,000	Diminution de 84,000 (Dont 18,000 francs pour indemnité de vie chère.)
17	Frais de bureau et tournées . .	1,550,000	1,350,000	Diminution de 200,000
18	Indemnités, primes et dépenses diverses (litt. a à j)	2,590,000	»	a) Indemnités des contrô- leurs chargés des sur- veillances en matière de taxes assimilées aux contributions directes et des agents faisant partie des sections spé- ciales de recherches . . 50,000
				b) Indemnités des huissiers des contributions di- rectes 125,000
				c) Indemnités aux rece- veurs qui utilisent les services de collabora- teurs particuliers . . 165,000
				d) Indemnités aux rece- veurs pour les dédom- mager des pertes de fonds éventuelles . . 230,000
				e) Indemnités et frais de route des membres des Commissions de taxa- tion de l'impôt spécial et extraordinaire sur les bénéfices de guerre et de l'impôt spécial sur les bénéfices exception- nels 600,000
				f) Indemnités de déplace- ment des employés de province 100,000
				g) Indemnités pour les tran- scriptions des muta- tions dans les tableaux indicatifs supplémen- taires dans les bureaux de la conservation du cadastre 200,000
				h) Indemnités des agents chargés de la mise au courant des documents cadastraux se rappor- tant à la nouvelle éva- luation des propriétés foncières 250,000
				i) Indemnités des agents qui se sont distingués dans la recherche de la fraude 150,000
				j) Indemnités des aspirants commis aux écritures intérimaires 720,000
	Indemnités non prévues (litt. k)	1,300,000	650,000	k) Diminution de 650,000 (Ventilation de l'article et diminution du crédit pré- vu au litt. k des dévelop- pements.)

Articles des tableaux.	LIBELLÉ.	Crédit demandé.	Crédit proposé.	AMENDEMENTS.
19	Traitements douanes	212,700	192,700	Diminution de . . . fr. 20,000 (Indemnité de vie chère.)
20	Id. id. . . .	60,455,900	59,455,900	Id. . . . 1,000,000
21	Laboratoires	76,950	72,310	Id. . . . 4,640
22	Suppléments de traitement .	1,000,000	500,000	Diminution de 500,000 (Par suppression des som- mes pour indemnités imprévues.)
23	Traitements de disponibilité .	150,000	132,000	Diminution de 18,000 (Indemnité de vie chère.)
24	Frais de bureau et de tournées.	150,000	132,000	Id. . . . 18,000
28	Traitements du personnel de l'enregistrement et des do- maines	3,415,950	2,995,950	Id. . . . 420,000
30	Traitements du personnel des domaines	883,000	794,200	Id. . . . 88,800
31	Remises des receveurs. Frais de perception	5,091,000	4,731,000	Id. . . . 360,000
39	Dépenses imprévues non libel- lées, etc. . . .	20,000	5,000	Diminution de 15,000

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 3 JUNI 1921.

ALGEMEENE BEGROOTING DER ONTVANGSTEN EN UITGAVEN VOOR HET DIENSTJAAR 1921 ⁽¹⁾.

Tabel XIV. — Financiën.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE BEGROOTING ⁽²⁾ UITGEBRACHT
DOOR DEN HEER **WAUWERMANS**.

Algemeene beschouwingen.

De Begrooting van het Departement van Financiën voor het dienstjaar 1921 voorziet credieten voor een bedrag van 129,996,500 frank in gewone en uitzonderlijke uitgaven tegenover 62,539,075 frank voorzien voor 1920 en 30,846,300 frank voor 1919. Doch er moet aangemerkt worden, dat de Begrootingsopgaven voor 1919 en 1920 zeer zullen gewijzigd zijn, wanneer men tot de eindregeling dezer dienstjaren zal overgaan.

Doch, volgens de ons gegeven inlichtingen, zullen de *wezenlijke* uitgaven voor 1919 de som van fr. 123,398,821.58 bedragen welke onderverdeeld wordt in :

a) Normale gewone uitgaven	fr. 39,171,077 78
Gewone oorlogsuitgaven	303,920 »
Id. achterstallige uitgaven	27,183,266 08
TOTAAL.	fr. 66,658,263 86

(1) Begrooting, n° 101.

Algemeen verslag, n° 261.

(2) Samenstelling van de *Commissie voor de Begrooting* :

(a) De leden van de **Bestendige Commissie voor de Financiën, de Begrootingen en de Bezuinigingen** : de heeren Mechelynck, voorzitter, Bologne, Carlier, David, De Bruyne, Donnay, Hallet, Houtart, Ozeray, Pussemier, Sap, Serruys, Soudan, Straus, Van Limburg Stirum en Wauwermans.

b) *Zes leden door de Afdeelingen benoemd* : De heeren du Bus de Warnaffe, Hainaut, Buyl, Pepin, de Liedekerke en De Bue.

b) Normale uitzonderlijke uitgaven	fr.	125 »
Uitzonderlijke oorlogsuitgaven		31,043,752 25
Id achterstallige uitgaven		3,723,949 70
TOTAAL		fr. 34,767,826 95
c) Normale uitgaven van buitengewonen aard	fr.	8,706,730 77
Buitengewone oorlogsuitgaven		12,916,000 »
Buitengewone achterstallige uitgaven		350,000 »
TOTAAL		fr. 21,972,730 77

Wat het dienstjaar 1920 betreft, zullen de vermoedelijke uitgaven fr. 110.572,304.30 bedragen waarvan :

Normale gewone uitgaven	fr.	88,568,175 »
Uitzonderlijke uitgaven		27,129.30
Uitgaven van buitengewonen aard :		
Normale uitgaven		8,127,000 »
Oorlogsuitgaven		13,850.000 »

Ongetwijfeld overschrijdt de Begroeting van 1921 in de aangevraagde credieten de cijfers der vorige dienstjaren, doch men mag aannemen dat, eens beter onderzocht zijnde, zij geen aanleiding meer zal geven van meer uitgaven dat er voorzien zijn.

Deze merkelijke verhoogingen zijn grootendeels te wijten aan de vermeerdering van het personeel. Daarvan was oorzaak de herinrichting van ons fiscaal stelsel en de heffing van nieuwe lasten, en ook de verhooging van den weddestandaard zoowel wat de hoofdwedden als de bijwedden betreft.

Tabel XIV geeft de noodige inlichtingen over de weddeverhoging.

Zoo deze uitgaven fel zijn toegenomen, dient men ze toch te beschouwen in verhouding met de ontvangsten waarvan het Departement de inningslasten moet verzekeren : men moet vaststellen dat het procent der inningskosten niet in dezelfde mate heeft toegenomen.

Ook dient opgemerkt dat de uitgaven van het Departement van Financiën, zoo zij oordeelkundig geschieden, winst moeten afwerpen en het is noodig daaruit de gevolgen te trekken.

Wil men de belangen der schatkist niet erg benadeelen, dan dient het bestuurlijk personeel zorgvuldig te worden aangeworven en blijk te geven van uitzonderlijke hoedanigheden.

Het is onmogelijk, in enkele maanden tijds en zelfs in enkele jaren, een keurkader te vormen van ambtenaren, belast met het regelen, het heffen en het innen der belastingen. Deze diensten vergen eene bijzondere geschiktheid die slechts door oefening en ervaring wordt verworven en zij kunnen slechts worden toevertrouwd aan uitgelezen kandidaten die het vaak moeilijk is in de bestuurlijke kaders te lokken en die men daarin dient te behouden.

Wanneer men de talloze wetten nagaat in de laatste maanden gestemd — en

waarvan sommige niet door duidelijkheid uitblinken —, het groot aantal omzendbrieven en onderrichtingen die het personeel zich moet eigen maken, de velerhande werkzaamheden die de vroegere taak van de ambtenaren en beampten van het departement zonder ophouden komen aanvullen, is men soms verschrikt om het groot aantal hoedanigheden welke van een goed belastingontvanger worden vereischt.

Deze beschouwingen doen begrijpen dat de Commissie geen aanmerkingen heeft gemaakt over het toenemen van het aantal ambtenaars en over de verhooging hunner wedden : de beroepshoedanigheden echter, is het noodig vooral te verkiezen boven het aantal ambtenaren.

De Commissie is dus van meening, dat het werk van herinrichting moet worden volledigd en voortgezet derwijze dat dezelfde rechten en dezelfde voordeelen verleend worden aan al de ambtenaren in de verschillende diensten van het bestuur.

In dit opzicht werd de aandacht van de Commissie gevestigd op de inrichting van de Registratiekantoren : de aanwerving van het personeel schijnt aldaar veel gevaar te loopen omdat de Staat de bedienden vanaf hunne intrede niet bezoldigt.

Deze bezoldiging valt ten laste van den boekhouder, en diens begrooting, spijs de voorziene verhoogingen, vermagt niet het personeel in zulke mate te betalen dat de jongelingen er door aangelokt worden. Het ware te betreuren, moest men van die zijde ongepaste bezuinigingen maken : men heeft er op gewezen dat eene bijdrage van den Staat in de bezoldiging der klerken bij de Registratie voor dezen eene uitgave van 780,000 frank zou vergen, wat van aard zou zijn verduisteringen door bedrog te voorkomen, die op ongeveer 7,750,000 frank's jaars kunnen worden geschat. Zoo de vermeerdering van het personeel, door de aanstelling van winstgevende ambtenaars, zulk een uitslag kon opleveren, dan zou men niet moeten achteruitdeinzen voor eene schijnbare vermeerdering van lasten, die ernstig werk zouden voor gevolg hebben en meer geld in de Staatskas brengen.

Daarbij was het slechts billijk dat de ambtenaren van dezen dienst een jaarlijksch kosteloos verlof konden genieten en niet meer op hunne kosten in hunne vervanging zouden moeten voorzien in geval van ziekte.

De aandacht van de Commissie was mede gevestigd op de hervormingen die kunnen toegebracht worden in de werking van het kadaster. Dit bestuur moet dagelijks aan de registratie- evenals aan de belastingkantoren de noodige documentatie bezorgen voor de inning der belastingen en heffingen. Doch zijne taak is veel omvangrijker, en men kan zeggen dat zijn fiskale zijde dikwijls de plaats moet ruimen voor zijn rechtskundig en economisch nut. Ook zou er moeten gezocht worden, of het niet goed zou zijn het tot een speciaal en zelfstandig bestuur te hervormen en of het alzo niet meerder diensten zou bewijzen aan de beide besturen welke thans maar al te dikwijls aan voeling gebrek hebben : de belastingen en de registratie.

De bezuinigingen bestaan niet noodzakelijk in de vermindering van het bedrag der uitgegeven sommen maar in eene oordeelkundige benutting derzelve zóó dat ze winstgevend wordt gemaakt.

Zij zijn ook het gevolg van hunne nauwkeurige bestemming.

In dit opzicht kon de Commissie niet nalaten op te merken dat de tekst van sommige posten der Begrooting niet duidelijk genoeg is om sommige misbruiken te vermijden :

De crediëten wegens « bijzondere toelagen », « studiën, zendingen » « mogelijke bevorderingen en verhoogingen » « toeslagen voor bijzondere diensten, bij wijze van uitzonderlijke belooning » « om desvoorkomend te voorzien in ontoereikende voorziene vergoedingen », « onvoorziene uitgaven niet in de Begrooting vermeld » zijn vatbaar voor willekeurige verklaring en beantwoorden niet aan de verplichting van nauwkeurigheid die het opmaken van eene Begrooting vergt, welke het gecrediteerde departement tegenover het Parlement bindt.

Voor 't overige herhaalt de Commissie de algemeene beschouwingen die voorkomen in het verslag van den heer Pussemier over de begrooting van Binnenslandsche Zaken (*Parlementaire stukken* n^o 272, bl. 4-5).

EERSTE HOOFDSTUK.

Hoofdbestuur.

ART. 2.

De begrooting vermeldt eene som van 6,500,000 frank voor het personeel van het hoofdbestuur.

In 1919 bedroeg het verleende crediet 2,000,000 frank en de « normale » uitgaven 2,300,000 frank. De achterstallige uitgaven bedragen daarbij 2,700,000 frank.

Het ontwerp van begrooting voor 1920 voorzag 3,850,000 frank.

Crediëten voor een bedrag van 5,000,000 frank werden verleend.

De redenen aangegeven in 1920 en 1921 zijn dezelfde :

Verhooging te wijten :

1^o Aan de verhooging van den weddestandaard en de toekenning van gezins- en huishuurvergoedingen ;

2^o Aan de uitbreiding der kaders, hoofdzakelijk om te voorzien in de werken wegens uitbreiding van de schuld en de fiskale herinrichting.

Het getal ambtenaren, dat in 1920 420 bedroeg stijgt in 1921 tot 436; deze post der jaarwedden klimt dus van 3,071,600 op 4,283,730 frank wegens uitbreiding der kaders en weddeverhooging.

De begrooting van 1920 bevatte de uitgaven van het kabinet van den Eersten Minister : 71,380 frank en die van het kabinet van den Minister van Financiën 125,800 frank.

Deze bedragen zijn voor 1921 onderscheidenlijk 75,610 en 113,950 frank.

De begrooting van Financiën vermeldt nog steeds de bezoldiging van de Ambtenaren van dit departement gehecht aan het kabinet van den Eersten

Minister, alsook de vergoedingen toegekend aan den Secretaris van den Minister-raad, den Kabinets-Overste en den Raadgever van de Regeering bij den Eersten Minister, uitgaven die redelijkerwijze niet op dit departement zouden moeten drukken.

De uitgaven onder deze hoofding hebben de Commissie er toe gebracht te vragen :

1^o Of het ambt van Secretaris van den Ministerraad, waaraan eene vergoeding van 3,000 frank is verbonden, meer werk vergde en buiten den gewonen dienst moest worden vervuld.

Daarop werd geantwoord « dat dit ambt, door den Secretaris-generaal van het Ministerie van Justitie vervuld, inderdaad van dien aard was en dat het overwerk de vergoeding ten volle billijkte. »

2^o Welk de reden was van de vermeerdering (2 op 4) van het aantal steno-dactylografen. Daarop werd geantwoord dat er thans 3 zijn.

De Commissie heeft eene verhooging vastgesteld van 125,800 tot 200,000 frank bij den post, onderscheidene uitgaven gegroepeerd onder de hoofding van artikel 2 /, en heeft er de omstandige opgave van gevraagd.

Deze post wordt onderverdeeld als volgt :

Buitengewoon werk voor den dienst der Begrooting.	fr. 2,000 »
Dagloon van de per dag betaalde personen	22,250 »
Vergoedingen voor ziekten, begrafenis.	50,000 »
Commissiën voor examens	25,000 »
Studiën, zendingen	25,000 »
Vertaaldienst	5,000 »
Raadgevers van de Regeering (met inbegrip van den secretaris van het College der Raadgevers)	27,000 »
Commissariaat van de Regeering bij de Wissel- en effecten-beurzen	3,000 »
Commissariaat van de Regeering bij de Vennootschap voor crediet aan de nijverheid	3,000 »
Commissiën voor goedkoope woningen	1,500 »
Vergoeding wegens vereffening van de Samenwerkende Vennootschap voor voorschotten	2,000 »
Beheer van de Koninklijke Dotatie	25,750 »
Muntenmuseum	1,500 »
Raad van betwiste zaken	7,000 »
TOTAAL.	fr. 200,000 »

De Commissie wijst er op dat de andere littera's van dit artikel, die grooten-

deels de verhooging er van voor gevolg hadden, uit de volgende uitgaven bestaan :

g huishuurvergoedingen (250,000 frank in 1919) komen in 1921 voor 300,000 frank voor; *h* vergoedingen der tijdelijke beambten (260,000 frank in 1919) voor 500,000 frank; *i* mogelijke benoemingen, bevorderingen en verhoogingen (71,220 frank in 1920) voor 100,000 frank. Twee posten wegens gezinsvergoeding en duurtetoeslag staan vermeld voor *j* 180,000 en *k* 736,710 frank.

Als besluit op de voorgaande opmerkingen stelt de Commissie voor :

1^o ART. 2d. — Het Crediet voor de steno-dactylografen van 19,500 op 15,000 te brengen.

Zoo zij U niet voorstelt de vergoeding voor den secretaris van den Regeeringsraad bij het Ministerie af te schaffen, is het omdat geheel dit college geroepen is om eerlang te verdwijnen.

De vergoedingen aan de commissarissen van de Regeering bij de Handelsbeurzen en het crediet aan de Nijverheid schijnen door deze organismen te moeten worden terugbetaald.

2^o De verdwijning op artikel 2, *d*, *c* en *k* van de tijdelijke duurtetoeslagen, onderscheidenlijk van 7,500, 11,400 en 736,710 frank en de overdracht van deze sommen op de buitengewone begrooting onder voorbehoud van 25 t. h. korting.

ART. 3.

De post « vergoedingen voor buitengewoon werk » komt voor het eerst op de begrooting van 1920. Vroeger stond hij onder artikel 2.

Deze post bedroeg 150,000 frank in 1920 en thans bedraagt hij 250,000 frank.

De Commissie is niet van meening dat de aangehaalde reden « Crediet overeenstemmend met de vermoedelijke uitgaven in 1921 » voldoende zij om er de verhooging van te billijken.

ART. 4.

De verstrekte verklaringen om de verhooging van 300,000 frank te billijken, bewijzen dat deze post bij de uitzonderlijke uitgaven hoort. Het betreft eere-loonen van advocaten gelast de belangen van den Staat te verdedigen in de processen tegen verraders en leveraars aan den vijand. Deze uitgave is gebillijkt maar behoort evenmin tot het bestek der normale uitgaven als de opgeleverde sommen die bestemd zijn voor het fonds der oudstrijders.

ART. 6.

De Commissie is van meening dat in een zelfde artikel, enkel door littera's gescheiden, niet tevens diende te worden vermeld zaken als papiervoorraad;

leveringen en kantoerbehoefden, licht, vuur en onderhoud der lokalen, meubelen, dienstverleeningen en grondstoffen.

De uitgaven van zegelpapier, enz., stijgen van 1,100,000 frank tot 2,900,000 frank — en die voor drukwerk, enz., van 500,000 frank op 900,000 frank. Men laat voorzien dat de post « ander papier van allen aard en drukwerk », die reeds verdubbeld werd, ontoereikend zal zijn wegens de hoeveelheid drukwerk door het hoofdbestuur te leveren bij toepassing van de belastingswetten.

De Commissie acht nochtans dat ernstige bezuinigingen op deze posten mogelijk zijn, daar de prijsdaling der grondstoffen van aard is om de eerste ramingen te wijzigen.

Littera *g* gaf aanleiding tot het vragen van eene omstandige opgaaf voor het dienstjaar 1920.

De uitgaven van 1920 werden voor de volgende lokalen gedaan :

Hendrik Beyaert-sstraat, 5, Hertogelijkestraat, 89, Wetstraat. 9, Wetstraat, 18, Wetstraat, 12, (Hotel van den Minister) Leuvense straat, 42, Kweekerijstraat, 40, Brederode-sstraat, 40, Berlaimont-sstraat.

Meubelen (uitsluitend voor de burelen)	fr. 35,000 »
Meubelen betaald aan de Economische Zaken (Commissie voor Herstel) (uitsluitend voor de burelen)	17,000 »
Schilderwerk en glaswerk	11,000 »
Sloten, telefoon, uurwerken, ijzer en loodwerk, enz.	27,500 »
Vaat- en kristalwerk, messen	3,700 » ⁽¹⁾
Tapijten (aankoop en herstelling na de bezetting)	15,600 » ⁽¹⁾
Linnen (aankoop en onderhoud)	7,600 » ⁽¹⁾
Schoonmaakartikelen	8,500 » ⁽¹⁾
Tuinbouw en planten.	1,300 » ⁽¹⁾
Automobiël : benzine en herstellingen.	28,000 » ⁽²⁾
TOTAAL	fr. 155,200 »

In 1919 { Crediet : 250,000 frank.
 { Uitgaven : 188,000 frank.

In 1920 { Crediet : 350,000 frank.
 { Uitgaven : 155,000 frank.

*
* *

In 1920 moest men voor de nieuwe lokalen, meubelen, enz., voorzien voor het hotel van den Minister, de opknapping van de salons en van het kabinet van den Minister. Feitelijk werd geen enkele uitgave gedaan voor meubelen voor het hotel noch het kabinet van den Minister.

Voor het hotel heeft men enkel, aanvang 1920, een salon hersteld.

(1) Deze uitgaven waren noodzakelijk om de tijdens de bezetting weggenomen voorwerpen te vervangen.

(2) De wedde van den autovoerder (5,400 frank) komt bij artikel 2 voor.

Voor de nieuwe lokalen heeft men enkel tafels en geen andere meubel gekocht.

In de bureelen werd geene niet onmisbare uitgave gedaan spijs de talrij klachten van de hoogere ambtenaren.

In dit Departement wordt de strengste zuinigheid betracht.

Het antwoord aan de Commissie overgemaakt luidt nog, dat dezelfde vergoeding van 350,000 frank werd gevraagd van 1921, in het vooruitzicht van werken tot geschiktmaking en bemeubeling van het hotel, het kabinet van den Minister en der bureelen ».

De nota erkent echter dat men nu reeds mag beweren dat de uitgaven in 1921 die van 1920 niet zullen te boven gaan, ofschoon deze credieten bestemd zijn voor de meubelen en het onderhoud van belangrijke lokalen.

Zij raamt de uitgave voor den automobiel van den Minister op 20,000 frank met inbegrip van de onderhoudskosten en de wedde van den voerder.

De Commissie stelt vast dat het dus mogelijk is op deze littera 200,000 frank te bezuinigen.

Ook diende nagegaan te worden of een deel dezer uitgaven niet bij de uitzonderlijke uitgaven moeten worden vermeld (uitgaven voor herstelling.)

De Commissie stelt voor litt. a, b, c en d bij artikel 6 te vormen, waarv het bedrag zou vastgesteld worden op 3,800,000 frank.

Het resteerdend gedeelte van het artikel (470,000 frank), zou een artikel 6 vormen, waarvan het bedrag tot op 270,000 frank zou verminderd worden.

HOOFDSTUK II.

Bestuur van de Thesaurie en de Openbare Schuld in de provinciën.

ART. 10 en 11.

De Commissie stelt de overdracht voor der posten van 49,000 frank en 80,000 frank voor duurtetoeslag op de buitengewone uitgaven over te dragen.

De Commissie heeft gevraagd of het niet mogelijk was volgenden post verminderen :

« Wedden der agenten van de Schatkist, wachtgelden der agenten in beschikbaarheid : 470,000 frank » met de Nationale Bank geheel of gedeeltelijk met de diensten te belasten en een grooter en beter gebruik te maken van de post checks?

Het antwoord op deze vraag besluit tot de onmogelijkheid van deze hervorming :

« De bediening van agent van de Schatkist en de rol van de Nationale Bank handelende als kassier van den Staat zijn van geheel uiteenlopenden aard. »

sommen te inkasseeren die in de Staatskas worden gestort, en de sommen te betalen die op deze kas worden uitgetrokken. Men kan haar dus niet de verantwoordelijkheid doen dragen van het nagaan der kwijtingen te geven door de verkrijgers van schuldvorderingstitels, van de volmachten door de procuratiehouders en de beheerders van vennootschappen over te leggen, van de hoedanigheid der rechthebbenden van overleden personen; daar de betalingen voor rekening van den Staat geschieden of voor rekening van de provinciën door zijne tussenkomst, zoo is hij het die moet zorgen dat de ter inkasseering aangeboden waarden op geldige wijze voor kwijting worden geteekend. Anderzijds kan hij natuurlijk niet nalaten de door hem en voor de provinciën gedane ontvangsten na te gaan, waarvoor hij de rekenplichtige is en de ontvangstbewijzen geldig te verklaren door den kassier aan den storter afgeleverd.

Zoo gaat het in elke bank waar de kasdienst en de contrôle geheel afgescheiden zijn.

Maar men mag niet vergeten dat de Nationale Bank kosteloos den dienst der Staatskassen verricht en dat zij bijdraagt in de kosten van de thesaurie in de provincie voor eene jaarlijksche som van 230,000 frank (art. 4 der wet van 20 Mei 1872, en art. 2, 5^e lid der wet van 26 Maart 1900).

Een besluit dat eerlang door den Koning zal worden onderteekend zal de toepassing regelen van de betaling der uitgaven van den Staat door bemiddeling van den postcheck- en postgirodienst, overeenkomstig de wet van 17 Mei 1900. Het gevolg daarvan zal eene zekere vermindering zijn van het stoffelijk werk dat thans door de agenten van de Schatkist wordt verricht, die geheel overlast zijn.

Het schijnt hoogst noodzakelijk te zijn het gebruik der postcheks uit te breiden en het zal noodig zijn na te gaan of men de van ambtswege door de openbare besturen geopende rekeningen niet zou kunnen vrijstellen van de verplichting een openingsgeld te betalen.

HOOFDSTUK III.

ARTIKELEN 12, 14, 16, 19, 20, 23.

Deze artikelen geven aanleiding tot dezelfde aanmerkingen betreffende de inschrijving van het crediet wegens duurtetoeslag :

Art. 12 f.	 fr.	20,000	»
Id. 13 l.		1,000,000	»
Id. 14 q.		3,500,000	»
Id. 16 .		18,000	»
Id. 19 f.		20,000	»
Id. 20 c'		1,000,000	»
Id. 21 .		4,640	»
Id. 23 .		18,000	»

ART. 15 EN 16.

Deze posten gaven stof tot kritiek wegens de vaagheid hunner omschrijvingen. Voor 't eerst komen deze credieten zoo belangrijk voor. Anderzijds — gezien de omstandigheden die verplichten het aantal ambtenaars aanhoudend te versterken — schijnt het niet moeilijk de beschikbaarstellingen te vermijden.

De Commissie stelt voor, de beide posten tot beloop van de helft te verminderen.

ART. 17 EN 18.

De Commissie heeft onderzocht of de verhooging bij de artikelen 17 en 18 :

Bureelkosten van 70,000 op 700,000 frank.

Omreiskosten van 200,000 op 850,000 id.

gerechtvaardigd was. Zij wilde de verzekering hebben dat deze credieten het middel niet mogen aan de hand doen verkapte bijwedden of voordeelen te verleenen, en dat zij uitsluitend moeten worden besteed aan de terugbetaling der kosten.

Volgende verklaring werd verstrekt :

« De voorgestelde verhooging heeft niet alleen voor doel in de algemeene prijsverhooging te voorzien die zich in den loop van 1920 zeer deed gevoelen.

» Tengevolge van de herinrichting van het bestuur, naar luid van het Koninklijk besluit van 4 Mei 1920, werden nieuwe beginselen aangenomen om de bestuurskosten te dekken.

» De bureelkosten der controleurs en ontvangers werden vroeger betaald door deze laatsten die, in vergelding, toelagen ontvingen wegens zetting of inning der provinciale belastingen en heffingen. Onder het nieuwe stelsel, heeft de Staat deze uitgaven op zich genomen, maar tegelijkertijd verwezenlijkt hij een aanzienlijke ontvangst, daar hij de opbrengst der hoogerbedoelde vergoedingen opstrijkt.

» Redenen van denzelfden aard hebben de verhooging gewettigd van de omreiskosten betaald aan de agenten van verschillenden graad, die zich moeten verplaatsen, krachtens het gehuldigde beginsel dat de wedde eene netto-vergoeding moet zijn en dat, bij gevolg, al de uitgaven dienen te worden terugbetaald, die naar aanleiding van den dienst werden gedaan. De verhooging is gedeeltelijk te wijten aan de verhooging der spoorwegtarieven en de hoogere verblijfskosten wegens de levensduurte.

» Het crediet onder littera c van artikel 18 beantwoordt ook aan de wijzigingen bij hoogergermeld Koninklijk besluit ingevoerd; de ontvangers hebben thans eene vaste wedde, hunne medewerkers worden door de schatkist betaald. »

De omreiskosten worden begroot op 850,000 frank. De Commissie is van

oordeel dat zij alleenlijk moeten beperkt worden tot terugbetalingen en dat op dezen post bezuinigingen mogelijk zijn. Zij stelt voor ze met 250,000 frank te verminderen.

ART. 18.

De Commissie heeft den wensch uitgedrukt in twee posten artikel 18 te zien verdeelen : « Allerhande niet voorziene uitgaven. Vergoedingen der tijdelijke agenten ». Zij heeft laten weten dat geen *niet voorziene* uitgaven mogen worden vermeld.

Daarop werd geantwoord :

« De belasting op de inkomsten doet bestendig nieuwe behoeften oprijzen, die de ondervinding alleen kan ontdekken, daar op dit gebied alles nog moet geboren worden. Het ware niet mogelijk er op te antwoorden zoo men niet beschikte over het voorzieningsfonds vermeld onder artikel 18^k dat, overigens, niet verdeelbaar is. »

De Commissie meent dat, bij gebrek aan een stellig criterium, de post « Onvoorziene vergoedingen » tot op de helft kan verminderd worden. »

ART. 22.

De Commissie heeft de verdeling voorgesteld van artikel 22 dat een millioen bedraagt, daar zij van meening is dat er geen « fonds dient gemaakt om te voorzien in de ontoereikendheid der voorziene vergoedingen ».

Hier nog werd opgeworpen dat, betreffende artikel 22, de verscheidenheid, het onvoorziene en het vaak uitzonderlijk karakter van de dienstverleeningen het natuurlijk niet mogelijk maken tot eene stipte begrooting te komen van de kosten die er betrekking op hebben.

De splitsing der voorgestelde sommen is dus niet mogelijk in die voorwaarden.

De vermelding « om de mogelijke ontoereikendheid der voorziene vergoedingen te verhelpen » werd ingelascht om in sommige uitzonderlijke gevallen van detachering, interim, enz., in eene gelijke mate met de werkelijke uitgaven, de agenten schadeloos te stellen, die in de door de organieke verordeningen voorziene toekenningen geene voldoende vergelding vinden.

De gevallen van toepassing zullen niet talrijk zijn en men houdt er aan dat gezegde vermelding zou behouden blijven.

ART. 24.

De Commissie wenscht post 24b te zien billijken alsook zijne verhooging van 270,000 op 600,000 frank.

De verklaringen bij artikel 17 verstrekt, worden toepasselijk geacht in zake de vraag om inlichtingen aangaande artikel 24 litt. b.

ART. 27.

De Commissie heeft verklaringen en nadere inlichtingen gevraagd over artikel 27 *a-b* en de omstandige opgave van litt. *d.* « Brievenport, belastingen, veren. »

Ziehier :

Litt. a. — De uitrusting der tol- en accijnskantoren vergt een belangrijk materieel waarvan onderhoud en hernieuwing ten laste van den Staat zijn : tangen voor wagons, voor stokerijen, enz., loodjes en touw voor het verzegelen, zegellak, weegschalen, weegtoestellen en gewichten, juistheidstoestellen, ijkmaten, distilleertoestellen, kannen, peilstokken, bijzondere etiketten en drukwerk. Wegens de uitgestrektheid van de grens, de invoerstatieën, de havens en stapelhuizen, evenals het druk verkeer van de transitgoederen, is dit materieel zeer overvloedig en zijn gebruik bij dag en nacht ; in elk jaargetijde, doet het zeer snel verslijten.

De verschillende gebruikte instrumenten, evenals de loodjes en het touw zijn zeer in prijs gestegen.

Litt. b. — De inrichting van de verschillende diensten vergt het gebruik van talrijke lokalen die de Staat moet huren, Dit is het geval met verschillende besturen en centrale diensten der belastingen en de tolkantoren en posten aan de grens en in de havens : Het onderhoud, de bemeubeling, verwarming en verlichting van die kantoren zijn insgelijks ten laste van de Schatkist. De ontvangers en andere ambtenaren die een kantoor moeten houden en het publiek in hunne woning ontvangen genieten daarbij eene huurvergoeding uit hoofde van de uitgaven waartoe zij aldus verplicht zijn.

Litt. d. — Daar door de huurceelen van de huizen door den Staat gehuurd de belastingen en heffingen te zijnen laste zijn, dient voor deze uitgaven een crediet te worden voorzien. Daarbij wordt het port van de brieven, naar het buitenland verzonden, door de betrokken ambtenaren betaald en aan hen terugbetaald. De veergelden en andere soortgelijke uitgaven door den dienst veroorzaakt moeten ook voorzien worden.

HOOFDSTUK IV.

Bestuur van registratie en domeinen
in de provinciën.

ARTIKLEN 28, 30 en 31.

De Commissie stelt de afschaffing voor bij deze artikelen van de litteras « duurtetoeslag » :

ART. 28 fr.	420,000	»
Id. 30	88,800	»
Id. 31	360,000	»

ART. 39.

Dit artikel heeft betrekking op « de onvoorziene uitgaven niet vermeld op de Begrooting-hulpgelden ten uitzonderlijken titel te verleenen aan personen die geen recht hebben op pensioen, anderen dan die voorzien bij artikel 38 ».

Artikel 38 is in zulke breede bewoordingen opgesteld dat men de voorbehouden gevallen niet merkt. Vandaar dat de noodzakelijkheid niet in het oog springt dezen post van 5,000 op 20,000 frank te brengen. De eenige aangehaalde reden is de bevestiging dat de « som noodzakelijk is om in de vermoedelijke behoeften van 1921 te voorzien ».

Zij schijnt niet gegrond te zijn.

* * *

De Commissie had er op gewezen, dat nog geen enkele mededeling aan de Kamer werd gedaan over de bestemming van de goederen der Koninklijke nalatenschap en de Niederfullbach-Stichting.

Zij werd verwittigd dat de Commissie met het onderzoek dezer zaak belast op het punt is haar werk te voltooien. De zaak zal eerlang bij de Regeering worden aanhangig gemaakt en deze zal ongetwijfeld aan de Kamer voorstellen doen.

De portefeuille van de vroegere Niederfullbach-Stichting is bij de Nationale Bank in deposito gegeven.

Zij wordt voorloopig door het Bestuur van de Thesaurie beheerd.

Men weet dat luidens artikel 1 van de overeenkomst, op 28 Januari 1911 gesloten tusschen den Belgischen Staat en de beheerders van de Stichting, er besloten werd dat de Staat in het bezit zou gesteld worden van de titels en waarden van deze instelling zoodra het verzet zou opgeheven zijn waarmede zij belast waren (Zie *Parlementaire stukken* van 1 Maart 1911, n° 85). Deze handlichting werd in 1913 bekomen en de overhandiging van de portefeuille aan den Staat geschiedde onmiddellijk daarna. Er bleven toen nog de rechten te regelen van de Koninklijke Princessen op de waarden van de portefeuille, wier oorsprong twijfelachtig scheen en die waren beschouwd geworden als behorende tot de private nalatenschap van wijlen den Koning. De Staat heeft door de Overeenkomsten van 1914 deze rechten van de princessen afgekocht.

Na de vijandelijkheden werden onderhandelingen aangeknoopt met het Departement van Koloniën om de toekenning van de portefeuille te regelen. Die onderhandelingen gaan hun gang maar het is te hopen dat zij eerlang tot een uitslag zullen komen.

De rekening en verantwoording over het voorloopig beheer van de Thesaurie samen met den dienst der opene bewaargevingen van de Nationale Bank zal gevoegd worden bij het ontwerp dat aan de Wetgeving zal worden voorgelegd. De verrichtingen bepalen zich ongeveer tot het innen van de interesten en dividenden en de uitgekeerde obligatiën en tot de betaling van eenige lasten wegens overdracht op den Belgischen Staat van de waarden der vroegere Stichting.

De Commissie oordeelde dat het noodig is eene afzonderlijke tabel van de Begrooting te vormen, betreffende de gróndgebieden van Eupen-Malmedy, wegens het u onderworpen wetsontwerp waardoor deze Begrooting aan het Ministerie van Binnenlandsche Zaken wordt gehecht. Zij achtte het niet noodig de indiening van onderhavig verslag te verdagen tot wanneer zij sommige aangevraagde inlichtingen zou bekomen, en zij zal U een aanvullend verslag overleggen.

De Verslaggever,

P. WAUWERMANS.

De Voorzitter,

A. MECHELYNCK.

TABEL XIV

FINANCIËN

Amendementen door de Begrootingscommissie ingediend.

Artikelen der tabel.	TEKST.	Aan- gevraagd crediet.	Voorge- steld crediet.	AMENDEMENTEN.
2	Jaarwedden der ambtenaren, beambten en dienstlieden. Examencommissie, enz.	6,300,000	5,739,890	Vermindering van . . . fr 4,500 (Sténo-dactylografen.) Vermindering van . . . 755,610 (Duurtetoeslag, litt. d, e, k), bij overdracht op de Buitengewone begrooting. 760,110
3	Vergoedingen voor buitenge- gewoon werk	250,000	150,000	Vermindering van 100,000
4b	Gedingkosten.	500,000	300,000	Id. 200,000 (Op de uitzonderlijke uit- gaven over te dragen.)
6 a, b, c, d	Papier, enz.	3,800,000	»	a) Zegelpapier 1,500,000 b) Kiespapier. » c) Allerhande soort papier. 1,400,000 d) Bureelbehoeften, druk- werken en registers; vervoerkosten voor ma- terieel, briefport, tele- grammen; telefoonge- sprekken en andere kleine kosten 900,000 (Onderverdeling van het artikel.)
6bis e, f, g	Id.	470,000	270,000	Vermindering van 200,000
10	Jaarwedden van de agenten der Schatkist	470,000	421,000	Vermindering van 49,000 (Duurtetoeslag.)
11	Vergoedingen, enz.	380,000	300,000	Id. 80,000
12	Rechtstreeksche belastingen. Algemeen toezicht.	205,900	185,900	Id. 20,000
13	Jaarwedden. Kadaster	6,119,600	5,119,600	Id. 1,000,000
14	Rechtstreeksche belastingen. Jaarwedden	23,064,800	19,564,800	Id. 3,500,000
15	Toeslagen van buitengewone jaarwedden	500,000	250,000	Verminderingen van . . . 250,000
16	Jaarwedden voor beschikbaar- heid	150,000	66,000	Vermindering van 84,000 (Waarvan 18,000 frank voor duurtetoeslag.)
17	Bureel- en omsreiskosten . .	1,550,000	1,350,000	Vermindering van 200,000

Artikelen der tabel.	TEKST.	Aan- gevraagd crediet.	Voorge- steld crediet.	AMENDEMENTEN.
18	Vergoedingen, premien en allerlei uitgaven (litt. a tot j)	2,590,000	»	a) Vergoedingen der toezieners belast met het toezicht in zake met de rechtstreeksche belastingen gelijkgestelde heffingen en der beambten deel uitmakende van de bijzondere opzoekingsafdeelingen 50,000 b) Vergoedingen van de deurwaarders der rechtstreeksche belastingen. 125,000 c) Vergoedingen aan de ontvangers die bijzondere medewerkers benutten 165,000 d) Vergoedingen aan de ontvangers tot vergelding van de gebeurlijke geldelijke verliezen 230,000 e) Vergoedingen reiskosten van de leden der Commissiën voor taxatie der bijzondere en buitengewone belasting op de oorlogswinsten en der bijzondere belasting op de uitzonderlijke winsten 600,000 f) Reisvergoedingen der beambten in de provincie. 100,000 g) Vergoedingen voor de overschrijvingen der overgangsrechten in de toegevoegde aanduidingstabellen in de bewaarbureelen van het kadaster 200,000 h) Vergoedingen van de beambten belast met het bijhouden der kadasterstukten in zake de nieuwe raming van de grondeigendommen 250,000 i) Vergoedingen der beambten welke zich hebben onderscheiden bij de opsporing van bedrieglijke feiten 150,000 j) Vergoedingen aan de aspirant tusschentijdige klerken 720,000 k) Vermindering van 650,000 (Onderverdeeling van het artikel en vermindering van het crediet voorzien in litt. k der toelichting.)
	Niet voorziene vergoedingen (litt. k)	1,300,000	650,000	

Artikelen der tabel.	TEKST.	Aan- gevraagd crediet.	Voorge- steld crediet.	AMENDEMENTEN.
19	Jaarwedden douanen	212,700	192,700	Vermindering van . . . fr. 20,000 (Duurtetoeslag.)
20	Id. id.	60,455,900	59,455,900	Id. 1,000,000
21	Laboratoriums	76,950	72,310	Id. 4,640
22	Weddetoeslag.	1,000,000	500,000	Vermindering van 500,000 (Bij afvoering der som- men voor onvoorziene vergoedingen.)
23	Jaarwedde voor beschikbaar- heid	150,000	132,000	Vermindering van 18,000 (Duurtetoeslag.)
24	Bureel- en omreiskosten	150,000	132,000	Id. 18,000
28	Jaarwedden van het personeel der registratie en domeinen.	3,415,950	2,995,950	Id. 420,000
30	Jaarwedden van het domeinen- personeel	883,000	794,200	Id. 88,800
31	Commissieloon der ontvangers. Inningskosten	5,091,000	4,731,000	Id. 360,000
39	Onvoorziene niet vermelde uit- gaven	20,000	5,000	Vermindering van 15,000